



Panorama des réformes législatives
et évolutions jurisprudentielles de l'année

ACTUALITÉ FISCALE 2012

-200 € HT
pour toute inscription
aux 2 jours reçue
avant le 05/10/12

Intervenants

Journées animées par

Manoël Dekeyser
Grégory Homans
DEKEYSER & ASSOCIÉS

Thierry Blockery
CLIFFORD CHANCE

Sophie Vanhaelst
HIRSCH & VANHAELST

Éric Boigelot
**DAL & VELDEKENS
ET ASSOCIÉS SC**

Marc Marlière
**CABINET MARLIÈRE
& MAGREMANNE**

Denis-Emmanuel Philippe
DLA PIPER UK LLP

- Patrimoine immobilier : quelles modifications fiscales en 2012 ? Quelles perspectives pour 2013 ?
- Quels impacts des nouvelles dispositions « anti-abus » et quelles applications concrètes ?
- Comment anticiper et limiter les hausses en fiscalité mobilière ? Quelle alternative à la fin de l'anonymat sur son patrimoine financier ?
- Comment optimiser fiscalement l'acquisition d'un immeuble et/ou le transfert d'un immeuble à autrui ?
- Renouveau des fondations privées : comparez avec les sociétés civiles
- Quelles nouveautés en matière de planification patrimoniale ?

VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2012

Les attrait fiscaux du Luxembourg

- Le Grand-Duché de Luxembourg présente-t-il des attrait fiscaux pour les habitants du Royaume ?

Formation reconnue par la FSMA
N° d'accreditation : 500036B, par l'IEC
N° d'agrégation : B0151/2010-02

Actualité fiscale 2

JEUDI 13 DÉCEMBRE 2012

PRÉSIDENT DE SÉANCE : **Manoël Dekeyser**, Avocat Associé - **DEKEYSER & ASSOCIÉS**

8h45 **Accueil des participants**

9h00 **Allocution d'ouverture**

9h10 Quel impact des nouvelles dispositions « anti-abus » ?

- Quel impact des nouveaux articles 344 du CIR, 18 du C. Enr. et 106 du C. Succ commentés dans les circulaires administratives récentes ?
 - Quel est le but de ces nouvelles dispositions ?
 - Comment définir un « abus de droit » ?
 - Comment déterminer « les objectifs » de la loi à ne pas enfreindre ?
 - Quels buts « autres que fiscaux » le contribuable peut-il invoquer ?
- Applications pratiques : les dispositions « anti-abus » visent-elles les opérations/structures suivantes ?
 - Donation non enregistrée
 - Donation croisée
 - Achat d'un immeuble en démembrement (usufruit/nue-propriété, emphytéose/tréfonds, superficie/tréfonds)
 - Cession d'une société d'exploitation à un holding propre (« plus-value interne »)
 - Société de management
 - Donation avec réserve d'usufruit, rente et autres protections du donateur
 - Apport d'un immeuble à une société d'acquêts suivi d'une donation
 - Régime matrimonial (clause de la maison mortuaire...)

Manoël Dekeyser

10h30 **Pause-café**

11h00 Quelles nouveautés en matière de fiscalité mobilière ?

- Comment limiter la nouvelle hausse de la fiscalité mobilière ?
 - Faites le point sur l'augmentation du précompte mobilier (intérêts, dividendes, rachats de contrats d'assurance...) et sur la cotisation supplémentaire de 4 % sur les « hauts revenus » (calcul du seuil d'application, détermination de la base imposable, modalités pratiques de paiement...)
 - Vers une disparition de l'anonymat sur son patrimoine financier ?
 - Quelles nouveautés en matière de plus-values sur actions ?
 - Focus sur la nouvelle hausse de la taxe sur les opérations boursières et sur la taxe sur la conversion des titres au porteur

- Comment conserver l'anonymat sur son patrimoine financier et éviter de subir la hausse du précompte mobilier : assurances vie ? Holding ? Autres ?
- Quelle nouvelle proposition de taxe européenne sur les transactions financières ?

Thierry Blockerye
Avocat - Professeur à l'ESSF
CLIFFORD CHANCE

12h00 Patrimoine immobilier : nouveautés fiscales en 2012 ?

- Quelles nouvelles règles fiscales en 2012 et quelles perspectives pour 2013 ?
- Identifiez les façons d'optimiser fiscalement l'acquisition d'un immeuble et/ou le transfert d'un immeuble à ses enfants ou à autrui (démembrement, indivision, recours à une société...)
 - Réglez les problèmes liés au démembrement du droit de propriété (usufruit/nue-propriété ; emphytéose/tréfonds...) : avantage de toute nature, déduction des frais...
- Vers une augmentation du droit de partage (projet de décret flamand encore non publié, comparaison dans les trois régions)
- Faites le point sur la taxation des loyers produits par des immeubles et sur les plus-values immobilières ?

Sophie Vanhaelst
Avocat Associé
HIRSCH & VANHAELST

13h00 **Déjeuner**

14h30 Vers un prochain cadastre du patrimoine ? Harmonisation fiscale européenne ?

- Nouvelles règles au niveau européen : informations partagées sur les patrimoines ?
- En Belgique : vers la constitution d'une super banque de données patrimoniales ?
 - Quid des comptes bancaires belges ?
 - Quid des comptes bancaires étrangers ?
 - Quid en cas d'assurances vie belges
 - Quid en cas d'assurances vie étrangères ?
 - Quid des participations dans des sociétés belges et étrangères
 - Quid des biens immobiliers belges et étrangers ?

- Traités bilatéraux de la Belgique avec ses partenaires : quelle est l'évolution ?
- Quelles alternatives possibles ?

Éric Boigelot
Avocat
DAL & VELDEKENS ET ASSOCIÉS SC

15h30 Focus sur les nouveautés de 2012 en matière de TVA

- TVA sur les terrains
 - Est-ce que la vente séparée (bâtiment / terrains) permet d'éviter la TVA ?
 - Quelle incidence du démembrement du droit de propriété sur la TVA due ?
- Le droit à déduction pour les biens à usage mixte
- La location immobilière
- Initiatives récentes de la Commission européenne en matière de TVA
- Faites le point sur les perspectives 2013 : nouvelle directive sur la facturation

16h30 **Pause-café**

16h45 Quelles nouveautés fiscales pour les dirigeants de sociétés et les sociétés ?

- Dirigeants de sociétés : faites le point sur les nouveautés fiscales
 - Stock-options : est-ce toujours attractif fiscalement ? Quelles optimisations possibles ?
 - Voitures de société : est-ce encore attractif fiscalement ? Quelles alternatives ?
 - La mise à disposition d'une maison par la société est-elle désormais plus lourdement taxée dans le chef du dirigeant d'entreprise ?
 - Quid de l'obligation d'externaliser les engagements de pensions ?
- Sociétés : analysez les nouvelles règles 2012
 - La nouvelle taxe sur les plus-values sur actions réalisées par une société
 - Comment gérer la diminution des intérêts notionnels ?
 - Focus sur la sous-capitalisation des sociétés (thin-capitalisation)

Marc Marlière
Avocat
CABINET MARLIÈRE & MAGREMANNE

17h45 **Séance de questions/réponses**

18h15 **Clôture de la journée**

8h45 *Accueil des participants*9h00 **Quelles nouveautés en matière de planification patrimoniale ?**

- Faites le point sur les nouveautés en matière de planification patrimoniale tant sur le plan civil que fiscal ?
- Assurance vie versus donation ?
 - Quelles perspectives et possibilités des assurances vie ?
 - Quels avantages propres aux assurances vie dans le cadre d'une planification patrimoniale ?
 - Possibilité de donner une assurance vie
- Don manuel ou donation devant un notaire étranger : est-ce visé par la disposition « anti-abus » ?
- Quelles nouveautés en matière de transfert d'une entreprise familiale ? Comparaison entre les trois régions
- Validité de la clause de la maison mortuaire ? Quel impact de la disposition anti-abus ?
- Quels impôts sur le patrimoine attendus en 2013 ?

Grégory Homans

Avocat Associé

DEKEYSER & ASSOCIÉS

10h15 *Pause-café*10h45 **Renouveau de la fondation familiale lors d'une planification patrimoniale : comparez avec la société civile**

- Sortie des biens d'une fondation privée belge : peut-on bénéficier de l'exonération de droits de succession ? Quelle analyse d'un ruling récent et essentiel ?
- Biens immobiliers : quel intérêt de les placer dans une fondation familiale ? Quel impact fiscal ?
- Agrément des fondations privées : quel impact du décret wallon du 10 mai 2012 portant sur diverses dispositions fiscales ?
- Comparaison société civile et fondation privée : avantages et inconvénients

Manoël Dekeyser

12h00 *Séance de questions/réponses*12h30 *Déjeuner*

WORKSHOP

Le Luxembourg présente-t-il des attraits fiscaux pour les sociétés et personnes physiques belges ?

ATELIER ANIMÉ PAR : **Denis-Emmanuel Philippe**
Avocat
DLA PIPER UK LLP

14h00 **Est-il opportun de placer votre patrimoine mobilier au Luxembourg (dans un véhicule ad hoc) ?**

- L'utilisation de la société de gestion de patrimoine familial (SPF) à des fins patrimoniales : une formule judicieuse pour des personnes physiques belges ?
- Le recours à une SOPARFI luxembourgeoise comme véhicule de détention de participations : avantages et inconvénients par rapport à la société holding belge
- Le transfert de valeurs de portefeuille par des personnes physiques belges à une société luxembourgeoise contre l'émission d'instruments hybrides : une structure en vogue
- La piste (de plus en plus) souvent explorée des fonds d'investissement spécialisés (SIF) : un produit totalement défiscalisé ?
- À quelle sauce fiscale sont mangées les personnes physiques belges investissant dans des parts de SICAV de capitalisation luxembourgeoises et des produits d'assurance vie luxembourgeois ?
- État des lieux de la directive sur la fiscalité de l'épargne : comment est-elle appliquée au Luxembourg ?
- Quelques considérations sur les dépôts des personnes physiques belges dans les banques luxembourgeoises
- Le fisc belge peut-il faire application des dispositions anti-abus (art. 344, §1^{er} du CIR, art. 344, §2 du CIR,...) pour contrecarrer certains des montages précités visant à éviter l'impôt ?

15h30 *Pause-café*16h00 **L'opportunité de l'utilisation d'une société de management luxembourgeoise**

- La constitution d'une société de management au Luxembourg : un stratagème ingénieux ?
- Régime d'imposition de la société de management
- Risque de création d'un établissement stable en Belgique
- Traitement fiscal des distributions de dividendes par la société de management
- Traitement fiscal des rémunérations d'administrateur payées à la personne physique

17h30 *Clôture de la formation***À qui s'adresse cette formation ?**

Au sein des fiduciaires, des banques et des sociétés :

- Directeurs fiscaux, financiers et juridiques
- Conseils fiscaux
- Gestionnaires de fortune
- Directeurs de private banking
- Conseils en gestion de patrimoine
- Responsables de clientèle privée
- Avocats, notaires
- Experts-comptables
- Juristes

Quels sont les objectifs pédagogiques ?

- Faire le point sur toutes les nouveautés fiscales luxembourgeoises et européennes
- Prendre connaissance de l'actualité fiscale des pays voisins
- Suivre les actualités annexes intéressant la profession fiscale

Quelle est la méthode de travail ?

- Des exposés pratiques présentés par les meilleurs experts
- Un support écrit remis aux participants
- Des intervalles réservés aux questions

Informations pratiques

Renseignements programme

Myriam Huberman - mhuberman@efe.fr

Renseignements inscriptions

IFE BENELUX

Rue de la Science, 4

1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 533 10 15

Fax : +32 (0)2 534 89 81

ifebenelux@ifexecutives.com

Participation (+ 21 % TVA)

2 jours : 1 400 € HT

Journée du 13 décembre 2012 + workshop : 1 150 € HT

1 jour : 850 € HT

Workshop du 14 décembre 2012 : 500 € HT

200 € HT de réduction pour toute inscription aux deux jours reçue avant le 05/10/2012

Ces prix comprennent les déjeuners, les rafraîchissements et la documentation de la formation.

Vous pouvez payer, en indiquant le nom du participant :

- par virement à notre banque - BNP PARIBAS FORTIS, agence Quartier-Léopold, Place du Luxembourg, 14, B-1050 Bruxelles, compte n° 210-0046892-93, au nom d'EFEB SA/NV, avec mention du numéro de la facture.

Inscriptions

Dès réception de votre inscription, nous vous ferons parvenir une facture qui devra être payée avant le début de la conférence.

Les informations demandées sont nécessaires au traitement de cette fiche. Conformément à la loi du 08/12/92 modifiée sur le respect de la vie privée, vous pouvez accéder à ces informations et en demander la rectification. Nos adresses peuvent faire l'objet d'une cession, d'une location ou d'un échange à d'autres sociétés. Si vous ne souhaitez pas être destinataire de leurs documents, merci de nous le signaler par courrier au 4, rue de la Science - 1000 Bruxelles ou à l'adresse mail correctionbdd@ifexecutives.com.

Hébergement

Pour réserver votre chambre d'hôtel, vous pouvez contacter la centrale de réservation BBA par tél : +33 (0)1 49 21 55 90, par fax : +33 (0)1 49 21 55 99 ou par mail : ife@netbba.com, en précisant que vous participez à une formation IFE Benelux.

Annulations

Formulées par écrit, elles donneront lieu à un remboursement intégral si elles sont reçues 15 jours avant la formation. Passé ce délai, 50 % du montant de la participation, ou 100 % en cas d'annulation le jour J, sera retenu à titre d'indemnité forfaitaire. Les remplacements seront admis à tout moment. Les demandes d'annulation et de remplacement devront être formulées par écrit (courrier, fax ou e-mail).

Dates et lieu de la formation

JEUDI 13 ET VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2012

Crowne Plaza Brussels - Le Palace

Rue Gineste, 3

1210 Bruxelles

Tél : +32 (0)2 203 62 00

Attention : le lieu de la formation est susceptible d'être modifié. Merci de vous référer à la convocation qui vous sera remise 10 jours avant la formation.

Scannez ce code
et retrouvez-nous
sur votre
smartphone



Pour modifier vos coordonnées

Tél. : +32 (0)2 533 10 20 - E-mail : correctionbdd@ifexecutives.com

Vous pouvez photocopier ce document ou le transmettre à d'autres personnes intéressées.

Bulletin d'inscription

☐ **OUI**, je m'inscris à la formation " **Actualité fiscale 2012** " (code 24900) et je choisis :

☐ **2 jours**

☐ **1 jour ½** : le 13 décembre 2012 + **workshop**

☐ **1 jour** : ☐ le 13 décembre 2012 ☐ le 14 décembre 2012

☐ **workshop** : le 14 décembre 2012 pm

☐ **OUI**, je m'inscris aux 2 jours avant le 05/10/2012 et je bénéficie de 200 € HT de réduction

Code prioritaire _____

Pour corriger vos coordonnées, ou si la personne à inscrire est différente, merci de compléter le bulletin ci-dessous en lettres majuscules. Pour gagner du temps, vous pouvez tout simplement joindre votre carte de visite.

☐ Madame ☐ Mademoiselle ☐ Monsieur

Nom et prénom _____

E-mail* _____

Fonction _____

Nom et prénom de votre responsable formation _____

Nom et prénom de votre directeur fiscal _____

Société _____

N° TVA _____ Secteur d'activité _____

Effectif site _____

Adresse _____

Code postal Ville _____

Tél. _____ Fax _____

N° de GSM _____

Adresse de facturation (si différente) _____

Signature et cachet obligatoires :

* Indispensable pour vous adresser votre convocation
Les organisateurs se réservent le droit de modifier le programme si, malgré tous leurs efforts, les circonstances les y obligent.



24900 EMP